

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 15 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERNARD AGRICULTURE

179 route de Trévoux
CS 90050
01390 Saint-André-de-Corcy

Références : 20231211-RAP-UDA-S2-139-JMT
Code AIOT : 0006107007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 décembre 2023 dans l'établissement BERNARD AGRICULTURE implanté rue de la gare à Saint-André-de-Corcy.

L'inspection a été annoncée le 28 novembre 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

La visite d'inspection du 05 décembre 2023 faisait suite à un arrêté préfectoral de mise en demeure et de suspension d'activité du 12 avril 2022.

L'objectif de cette visite était de constater la mise en conformité des installations vis-à-vis des prescriptions rappelées dans ces arrêtés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARD AGRICULTURE
- rue de la gare - 01390 Saint-André-de-Corcy
- Code AIOT : 0006107007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement BERNARD PRODUCTIONS VEGETALES s'articule autour de 2 grandes activités :

- le stockage d'engrais et de produits d'amendements agricoles ;
- une activité de séchage et de stockage de grains.

Le site existe depuis 1968. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (régularisation) datant du 31 mars 2000. Le site est classé SEVESO Seuil Bas pour le stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium (rubrique 4702).

Le silo de stockage de grains relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Prévention des risques liés au stockage d'engrais ;**
- **Élaboration du Plan d'Opération Interne.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délai (1)
1	Modification des îlots de stockage des Big bags	AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1	Lettre de suites	3 mois
3	Sensibilisation du personnel intérimaire	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2	Lettre de suites	3 mois
6	Désenfumage, existence et dimensionnement	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Informers le SDIS des dangers	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2	Lettre de suites	3 mois
10	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Distances d'éloignement	AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1
4	Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2
5	Sols bétons	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.2
7	Équipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2
9	Rétention	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les mesures nécessaires permettant de lever l'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2022, même si certaines actions sont à finaliser, concernant notamment la délimitation des zones de stockage extérieur d'engrais, le plan des installations et la sensibilisation aux risques du personnel intérimaire.

Notons qu'une observation de la visite précédente indiquée comme « susceptible de suites » concernant les dispositifs d'évacuation des fumées des deux cases vrac d'engrais est toujours d'actualité.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas établi de plan d'opération interne pour son établissement. L'élaboration de ce POI était obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2023 pour les sites classés Seveso Seuil Bas et l'exploitant accuse un retard de presque un an.

L'inspection des installations classées propose donc de mettre en demeure l'exploitant d'établir son Plan d'Opération Interne et d'installer pour ses deux cases de stockage vrac d'engrais des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées répondant aux exigences de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, le tout sous un délai maximal de trois mois .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des îlots de stockage des Big bags

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des îlots de stockage des Big bags
Prescription contrôlée : La société BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure de transmettre à la préfecture un porter à connaissance portant sur toutes les modifications projetées relatives aux stockages d'engrais conditionnés sous un délai de 1 mois.
Constats : L'exploitant avait été mis en demeure de déposer un porter-à-connaissance relatif au changement d'emplacement des stockages extérieurs d'ammonitrates Nitro 27/12 classés sous la rubrique 4702-II. L'exploitant n'a pas déposé de porter-à-connaissance, mais ne stocke plus d'engrais S27 ni en vrac ni en big-bags. Il n'existe donc plus de stockage de big-bags sur les aires non autorisées, notamment à proximité des deux cases vrac comportant une structure en bois ainsi que dans le tunnel de stockage temporaire abrité par une bâche plastique. Uniquement deux aires de stockage extérieur sont prévues, respectant les distances d'éloignement des matériaux ou produits combustibles. Il est à noter qu'au jour de la visite il n'était pas stocké de céréales en extérieur, hormis les stockages en boudins sur la parcelle autorisée à l'est du site. Le dépôt d'un porter-à-connaissance n'est plus nécessaire, mais l'exploitant devra cependant matérialiser les emplacements autorisés pour les stockages extérieurs respectant les distances d'éloignement réglementaires. L'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Délai : 3 mois

N° 2 : Distances d'éloignement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de son établissement situé rue de la gare à Saint-André-de-Corcy, de respecter la distance d'éloignement de 10 mètres entre : <ul style="list-style-type: none">• le stockage extérieur de céréales (matières combustibles) et l'îlot de stockage d'engrais n°3 ;• les poteaux en bois de la charpente de la case n°12 (matériau combustible) et l'îlot de stockage d'engrais n°3 ; conformément aux dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010.
Constats : L'exploitant n'a pas, cette année, stocké de céréales en extérieur, hormis en boudins sur les aires autorisées. Le stockage d'engrais en big-bags (îlot n° 3) a cependant été éloigné d'une distance de 10 mètres de l'aire habituellement utilisée pour le stockage des céréales. L'exploitant s'est engagé à ne plus utiliser l'aire située à l'Ouest des cases vrac à des fins de stockage d'engrais classés.
L'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sensibilisation du personnel intérimaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sensibilisation du personnel intérimaire
Prescription contrôlée : Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques
Constats : La fiche d'accueil « Nouvel arrivant » RH/002-DE-01 présentée en séance a été mise à jour le 06/01/2022. Celle-ci comporte des informations concernant les risques inhérents aux produits stockés ainsi qu'une formation sécurité de 65 pages. Le module d'accueil intérim aux postes engrais, mis à jour le 27/08/2020, est également présenté en séance. Celui-ci comporte sur 97 pages les procédures et les consignes de sécurité à respecter sur le site, ainsi que les bonnes pratiques relatives au stockage des divers types d'engrais. Ces documents sont remis au personnel nouvellement employé dès son arrivée dans l'établissement. Il est néanmoins probable qu'un agent intérimaire venant travailler pour un mois d'été sur ce site ne prenne pas la peine dès son arrivée d'assimiler un document de près de 100 pages. L'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 demande que le personnel intérimaire reçoive une « sensibilisation » adaptée aux risques. Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant peut s'en tenir à la prescription réglementaire en s'assurant que le nouveau personnel reçoive dès son arrivée une « sensibilisation » adaptée aux risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Délai : 3 mois

N° 4 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Prescription contrôlée : Les installations (stockages, ensemble des équipements fixes nécessaires à la manutention des engrais : pieds d'élévateur par exemple, allées de circulation notamment) sont entretenues et nettoyées régulièrement. Le sol des installations est systématiquement nettoyé avant entreposage de l'engrais.
Constats : Les deux cases de stockage vrac de 1200 tonnes sont entièrement nettoyées après chaque point zéro, lorsque la case se retrouve vide, dans l'attente de la livraison du prochain remplissage par train. Les passerelles situées au-dessus des cases 1 à 10 (engrais non classés) sont nettoyées après chaque lot de réception. Ce nettoyage est effectué à l'air comprimé. Lors de la réception des engrais, ceux-ci sont envoyés vers les cases par l'intermédiaire d'un tapis convoyeur en caoutchouc qui les achemine vers le bec verseur de la case concernée. Avec l'humidité ambiante, il arrive que des grains d'engrais viennent s'agglomérer sur les côtés du bec. Lors du nettoyage à l'air comprimé, certains de ces agrégats s'envolent vers la passerelle.

Il a été constaté le jour de la visite que les passerelles étaient propres. Les cases 1 à 10 ne contiennent que des engrais non classés et non susceptibles d'être incompatibles.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sols bétons

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Sols bétons

Prescription contrôlée :

Les sols des stockages sont en béton ou équivalent et présentent un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination. Tout revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume est interdit au niveau des stockages et magasins de stockage.

Cette disposition est applicable selon le tableau suivant :

Lorsque le sol des stockages existants est refait, il présente un caractère incombustible (A1FL) sans potentiel de contamination et il est interdit d'utiliser un revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume.

Pour les stockages existants, à l'exception de ceux stockant des produits 4703 : un revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume toléré pour les allées de circulation.

Constats :

Tous les stockages d'engrais classés en big-bags ont été enlevés de l'aire située au Sud-Ouest des deux cases vrac.

L'exploitant indique qu'il n'utilise plus cette partie du site en tant que zone de stockage d'engrais.

L'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Désenfumage, existence et dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage, existence et dimensionnement

Prescription contrôlée :

Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC).

La surface utile des exutoires est exprimée en pourcentage de la surface au sol totale du magasin de stockage et n'est pas inférieure à :

- 2 % pour les produits 4702-i et 4703,
- 1 % pour les produits 4702-ii iii iv.

Pour les installations nouvelles la taille et la localisation des exutoires :

- ont une superficie utile projetée en toiture $\geq 2 \%$ et $\leq 2,4 \%$ tous les 250 m^2
- ne sont pas implantés en toiture à moins de 7 mètres des murs et parois en contact avec les stockages.

Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle exigée pour les exutoires sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment.

Constats :

Les deux cases de stockage vrac des ammonitrates ne disposent pas de DENFC en partie haute ou en toiture.

Une ouverture d'une hauteur d'environ 50 cm est présente au-dessus des cloisons sur toute la longueur des trois façades, mais son exutoire vers l'extérieur est situé sous la toiture, soit environ 50 cm plus bas que la hauteur des murs.

Cette configuration ne répond donc pas à l'exigence d'un dispositif installé en partie haute dans le tiers supérieur.

L'amenée d'air frais peut s'effectuer sur les deux tiers de la façade ouverte sous le hall.

L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que l'évacuation des fumées, des gaz de combustion et de la chaleur dégagés en cas d'incendie peut se faire naturellement à l'air libre en dehors du stockage.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant d'installer pour ses deux cases de stockage vrac des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées répondant aux exigences de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, sous un délai maximal de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Délai : 3 mois

N° 7 : Équipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de première intervention

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et du stockage couvert, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

A proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages, des aires de stationnement des engins de manutention, l'exploitant dispose :

- d'au moins un extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) ;
- de pelles et de réserves de sable meuble et sec de 100 litres minimum.

Constats :

Le local technique en construction modulaire a été rangé et vidé de l'outillage et des accessoires qui n'avaient pas trait à la sécurité incendie.

L'extincteur sur roues est maintenant stocké en face de la porte, facilement accessible.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Informer le SDIS des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2

Thème(s) : Risques accidentels, Informer le SDIS des dangers

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone présentant un risque différent.

Constats :

L'exploitant a établi un plan du site comprenant toute la partie « engrais », y compris les stockages extérieurs situés entre les silos et les bâtiments engrais.

Ce plan indique l'emplacement des divers engrais, classés ou non, et désigne le type de risque associé à l'emplacement.

Cependant ce plan, réalisé sur tableur en respectant le dimensionnement des cases, s'avérera difficilement compréhensible pour les services d'incendie et de secours, notamment en cas d'intervention de nuit dans la précipitation.

Demande de l'inspection des installations classées :

L'exploitant devra établir un plan plus compréhensible et l'afficher en lieu et place du plan existant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suites

Délai : 3 mois

N° 9 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais, visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants.

Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau.

L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre.

Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs

Constats :

Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux d'incendie dont la vidange automatisée en temps normal s'effectue à l'aide d'une pompe immergée actionnée automatiquement par l'intermédiaire de trois flotteurs caoutchouc suspendus à leur câble d'alimentation électrique.

Au jour de la visite le bassin était pratiquement vide, la hauteur d'eau restante étant celle nécessaire au bon fonctionnement du flotteur, soit environ 20 cm.

Le démarrage de la pompe s'effectue lorsque le premier flotteur atteint une hauteur d'environ 20 cm par rapport au fond du bassin et continue de fonctionner de manière temporisée pendant environ trois minutes après le basculement du flotteur en position basse.

Le deuxième flotteur, situé à environ les deux tiers de la hauteur du bassin, démarre la pompe en cas de dysfonctionnement du premier flotteur.

Un troisième flotteur (dit de sécurité) est également présent en cas de dysfonctionnement des deux autres afin d'éviter un débordement au milieu naturel en cas d'incendie.

Un essai en mode manuel a été effectué lors de la visite en soulevant le deuxième flotteur à l'aide d'une perche adaptée. La pompe s'est mise en fonctionnement dès le soulèvement du flotteur, et s'est coupée automatiquement trois minutes plus tard.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : L'exploitant n'a pas établi de plan d'opération interne pour son établissement. L'élaboration de ce POI était obligatoire à compter du 1er janvier 2023 pour les sites classés Seveso Seuil Bas et l'exploitant accuse un retard de presque un an. L'exploitant présente cependant le jour de la visite un bon de commande signé le 24 septembre 2023 relatif à la proposition commerciale d'un bureau d'études concernant la mise à jour du Plan d'Opération Interne du site de Saint-André-de-Corcy - La gare. Le POI à constituer, basé sur l'instruction ministérielle ORSEC Risques technologiques du 12 juillet 1985 et sur le guide d'aide à l'élaboration du Plan d'Opération Interne SDIS 60 de janvier 2009, devra comprendre les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• présentation de l'établissement ;• organisation des secours ;• remise en état, nettoyage et mesures d'atténuation hors site ;• stratégie de prélèvements environnementaux. L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant d'établir son Plan d'Opération Interne sous un délai maximal de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Délai : 3 mois